

« Dieu, famille, patrie » et Sa Majesté à l'ère Harper

Par

Dan Furukawa Marques, doctorant à l'École d'études politiques, Université d'Ottawa

L'importance qu'accorde le gouvernement Harper à la revigoration de symboles conservateurs à la lumière de « Dieu, famille, patrie », mais aussi d'un nationalisme militarisé et guerrier en plus des multiplications de louanges à Sa Majesté est sans équivoque. La grande majorité des éditoriaux, articles d'opinions et même experts académiques¹ font consensus en affirmant qu'une des pierres angulaires de la stratégie politique conservatrice est la redéfinition de l'image canadienne, autant nationale qu'internationale. Mais à quoi cette image renvoie-t-elle et comment les Conservateurs mobilisent-ils l'imaginaire collectif en le calquant sur leurs valeurs ? Plongeon dans le symbolisme idéologique.



Alfred Pellán, *Canada West* et *Canada East*

L'été passé le gouvernement fédéral nous apprenait qu'il remettait le préfixe « royal » avant les noms officiels des forces navales et des forces de l'air canadiennes. Nous apprenions un mois avant le remplacement de la paire de tableaux *Canada West* et *Canada East* du Québécois maître moderniste Alfred Pellán par un beau portrait de Sa Majesté. Les tableaux de Pellán se trouvaient à l'édifice qui porte le nom de celui qui avait justement ordonné de retirer le préfixe « royal » des forces armées canadiennes en 1968, soit Lester B. Pearson, et ce, dans un élan de...redéfinition de l'identité canadienne. C'est sans parler de ce même beau portrait royal figurant désormais dans toutes les ambassades et missions canadiennes. Et Harper de déclarer qu'un tableau à la valeur de \$100,000, contenant toujours le même portrait et qu'il offrit à la principale intéressée, « illustre culture et patrimoine par la création d'œuvres d'art »². M. Harper s'était également permis un voyage en Angleterre en raison du jubilé de diamant de Sa Majesté, alors qu'était débattu en chambre le très controversé projet de loi omnibus C-38. Coût totaux des célébrations du jubilé au Canada : \$8 millions³.

¹ Voir, entre autres, Jane Taber, « Harper spins a new brand of patriotism », *The Globe & Mail*, August 19, 2011 ; Kathrin Marshall, « Stephen Harper puts the Queen back in Canadian », *24h*, August 8, 2012 ; John Meisel, « 'Haperizing' our minds », *The Star*, 19 avril, 2011 ; Vincent Marissal, « Aux Canada », *La Presse*, 11 juin, 2012 ; Fen Hampson dans « Gouvernement conservateur : après la reine, Dieu ? », entretien accordé à *l'Actualité*, 23 mars 2012 ; Denis St-Martin, « Monarchie britannique et gouvernement Harper – La refont des bases symbolique du Canada », *Le Devoir*, 5 octobre, 2011.

² Vincent Marissal, « Aux Canada », *La Presse*, 11 juin, 2012.

³ *Ibid.*

La liste des politiques de loi et d'ordre militaro-monarchique s'étend : \$11.5 millions consacrés aux célébrations de la Guerre de 1812⁴ ; acquisition contre toute raison et bon sens de jets F-35 aux coûts faramineux, ce même type de jet fièrement arboré dans le chandail de l'équipe de hockey du même nom, cérémonie à laquelle était présent le PM lui-même ; intervention militaire musclée en Lybie qui n'a d'égale que les célébrations à hauteur de \$850 000 à Ottawa en hommage aux dites interventions culminant à la soit disant « délivrance » de ce pays⁵ ; resserrement des lois criminelles à travers le projet de loi C-10 ; limitation du pouvoir des juges, jugés trop favorables à la réhabilitation plutôt qu'à la punition ; 2 ans de prisons pour interdire d'afficher l'unifolié ; la couronne de Sa Majesté imprimée dans les passeports ; des vitraux de \$35,000 au Parlement à l'effigie de Sa Majesté ; valorisation symbolique identitaire soudaine du « grand trésor » que représente l'Arctique ; changement sémantique communicationnel de « gouvernement canadien » à « gouvernement Harper » ; fierté de contribuer à la mission afghane en affirmant, aux dires du Premier ministre, qu'il est « noble et nécessaire » de participer à cette « vision fondamentale de la civilisation et des valeurs humaines »⁶ ; dépenses de \$353.6 million en 2010-11 consacrés à la promotion du travail de l'armée canadienne⁷ : autant d'exemples dévoilant une volonté claire de reconstruire l'imaginaire collectif participant à la représentation que le citoyen canadien se fait de lui-même et de sa société.

Dans une entrevue accordée en septembre 2009 à la revue réactionnaire de Québec, *Prestige*, M. Harper nous apprend que « [l]a chose importante pour moi, est de préserver les liens familiaux. Je peux gagner des élections, mais si je perds ma famille, c'est un désastre... Pour être franc, je suis beaucoup plus soucieux du verdict de Dieu concernant ma vie que de celui des historiens »⁸. Le traditionnel mantra catholique « Dieu, famille, patrie » est ressuscité et complété par une révérence marquante à Sa Majesté. Tom Flanagan, maître à penser du Premier ministre, a confié que Harper lui a déjà dit que « tout parti conservateur doit être patriotique » et que, par conséquent, il incombe à son gouvernement de restaurer « une version conservatrice du patriotisme canadien »⁹. Comme le souligne Denis St-Martin¹⁰, professeur de Science politique à l'Université de Montréal, Harper cherche à restaurer les figures d'autorités traditionnelles en revalorisant la loi et l'ordre. C'est l'image idéalisée du Canada de Diefenbaker de la première moitié du 20^e siècle : époque où le Canada agitait encore l'Union Jack et suivait les mots d'ordre de la Confédération « Peace, Order and Good Government ». Il s'agit donc, en partie, d'une attaque contre la redéfinition du nationalisme canadien par les politiques libérales des années 1960 à 1980 portées notamment par Pierre E. Trudeau et Lester B. Pearson.

⁴ Jane Taber, « War of 1812 fund's add to Harper's patriotic initiatives », *The Globe & Mail*, March 20, 2012.

⁵ Yves Engler, « Militarism on rise in Conservative Canada », *iPolitics*, 27 juillet, 2012.

⁶ Mike de Sousa, « Our Cause is Noble, Harper Tells Australians », *CanWest News Service*, September 11, 2007 ; Munroe Eagles, « Canadian-American relations in a turbulent era », *PS: Political Science and Politics*, Vol. 39, No. 4, 2006 : 821-824.

⁷ Yves Engler, « Militarism on rise in Conservative Canada », *iPolitics*, 27 juillet, 2012.

⁸ Steven Chase et Daniel Leblanc, « 'God's verdict outranks history's, PM says », *The Globe & Mail*, 29 août, 2009. Notre traduction.

⁹ Michelle McQuigge, « Does monarchy politics signal Harper's cultural agenda? », *CTV News*, 1^{er} janvier, 2012.

¹⁰ Denis St-Martin, « Monarchie britannique et gouvernement Harper – La refonte des bases symboliques du Canada », *Le Devoir*, 5 octobre, 2011.

La militarisation, la « policiarisation » et le renforcement des prisons contribuent au même effort de restauration des figures d'autorités traditionnelles et d'une certaine hiérarchie sociale dans l'image du Canada. Le patriotisme que veulent voir naître les Conservateurs prétend prendre toutes ses distances de la (fausse) image canadienne des soldats du maintien de la paix pour embrasser un patriotisme ouvertement militaire et guerrier. Ce patriotisme est soutenu par un moralisme qui se vérifie par des affirmations du Premier ministre du type « there is a right and wrong beyond mere opinion or desire »¹¹. Discours qui nous renvoie à ceux de George W. Bush et son fameux « you are with us or agains us ». Il est important, néanmoins, de réfléchir à ces politiques dans une perspective historique pour éclairer la critique du contexte social des années 1960 à 1980 qu'elles représentent.

Cette époque dominée par les Libéraux au pouvoir est aussi celle d'une importante effervescence sociale dans laquelle les classes populaires se mobilisent et passent à l'acte remportant d'importants gains politiques et sociaux. Les mouvements écologistes, féministes et étudiants font également leur entrée en scène et « horizontalisent » davantage les relations sociales en revendiquant une société plus égalitaire. Ce contexte « Mai 68 » est perçu par les conservateurs comme le début d'un relativisme moral dans lequel vole en éclat l'unité des normes à suivre. Ces mouvements et cette époque symbolisent le déclin des figures d'autorité, de la hiérarchie sociale, de la famille unitaire et de la morale religieuse. Comme l'affirmait Sarkozy aux présidentielles de 2007 : il faut « liquider l'héritage de Mai 68 »¹².

Paradoxalement, si cette époque est l'emblème du bouillonnement du collectif, elle est aussi ce qui a permis la montée d'un certain individualisme. L'éclatement des normes et l'excitation face aux aventures expérimentales du corps et de l'esprit reflète la libération d'une quête existentielle, une introspection dans le monde d'un sujet désormais libre de penser par lui-même son identité, ses croyances et ses valeurs. Cette libération de l'individu se fait au prix des croyances communes. En effet, les valeurs et les croyances deviennent affaire privée, chacun étant libre de choisir ses allégeances éthiques et morales. À cet égard, la valorisation populaire de la défense des libertés individuelles symbolisées par le droit des minorités, malgré ses nobles intentions, aborde dans le même sens : un pluralisme identitaire laissant davantage de place à l'individu au détriment de croyances et de valeurs communes. C'est le début des sociétés individualistes et pluralistes, certes, plus tolérantes, mais démunies de valeurs rassembleuses, issues d'un idéal collectif autre que conservateurs. Autrement dit, l'éclatement des normes sociales communes autonomise les croyances individuelles, mais est incapable de lui substituer un socle normatif suffisamment prégnant pour reconstruire un imaginaire collectif mobilisateur, coopérant, solidaire et juste : un défi toujours crucial pour la gauche contemporaine. C'est ainsi que les Libéraux, en catapultant les libertés individuelles au centre de leur projet politique, capitalisaient, en partie, avec ce nouveau tableau social en embrassant un patriotisme qui reposait essentiellement sur la Charte, un individualisme multiculturel forgeant la nouvelle image canadienne derrière l'unifolié et les soit disant

¹¹ Stephen Harper, « Only Conservatives Can Lead Canada Forward », *Toronto Star*, 17 mars, 2009.

¹² Denis St-Martin, « Monarchie britannique et gouvernement Harper – La refonte des bases symboliques du Canada », *Le Devoir*, 5 octobre, 2011.

missions de « maintien de la paix ». D'où la popularité de Trudeau ayant souvent bonne réputation autant au centre droit que gauche dans le Canada anglo-saxon¹³.

En revanche, le patriotisme conservateur est davantage royal, militaire, hiérarchique et moral. Les conservateurs eux-mêmes, à la lumière du secrétaire parlementaire, Dean Del Maestro, admettent volontiers que ce dont il question, c'est la restauration d'une certaine identité canadienne qui a été « perdue »¹⁴. Il y a donc une volonté claire d'un retour à l'image idyllique du Canada pré-multiculturel, c'est-à-dire homogène, protestant, blanc et issu du Royaume-Uni. Comme le remarque le journaliste et professeur à l'Université Carleton, Andrew Cohen, le stéréotype du canadien moyen souhaite que son gouvernement soit « compétent, conciliateur, [un minimum] progressiste, mais essentiellement centriste ». Les Canadiens sont des « conservateurs confortables » ce qui ne veut pas dire qu'ils sont nécessairement « réactionnaire ou régressistes », mais ils sont « méfiants des grandes idées », porteurs d'un esprit de « continuité et de stabilité »¹⁵. C'est sur ce stéréotype « essentialiste » du citoyen canadien, largement construit, que mise le gouvernement Harper en termes électoraux : son socle d'électeurs à forte croyance religieuse, provenant de l'Ouest du pays et issus d'une base semi-rurale, d'une classe moyenne descendante et d'urbanisés désemparés. Quant à l'élite économique, elle se fiche bien du « Dieu, famille, patrie et Sa Majesté ». Si elle exprime parfois son malaise quand Harper y va un peu trop fort (par exemple, contre l'environnementalisme), elle est prête à le laisser aller en échange des politiques économiques Conservatrices dont elles sont friandes. Ce portrait idéal type du sujet canadien est celui que le gouvernement souhaite voir s'imbiber de ses idéaux. Bref, la stratégie conservatrice consiste à acquiescer la réalité multiculturelle canadienne, en autant que celle-ci demeure sans conséquences politiques (ignorant, par exemple, l'enseignement de l'histoire des Premières nations au niveau secondaire), et à renforcer un fédéralisme réorganisé où les fonctions sociales sont décentralisées et le reste, soit ce qui compte le plus pour Harper (sécurité, macro-économie, relations extérieures) est, au contraire, davantage centralisé. Tout cela en inculquant des valeurs identitaires qui construisent un imaginaire collectif fort et uni basé sur l'idée que la tradition britannique et conservatrice est non seulement nécessaire, mais la meilleure pour tous les résidents canadiens.

Dans un tel contexte, la réhabilitation de la monarchie s'inscrit dans une volonté de rétablissement de la hiérarchie, de la stabilité et de l'ordre social. Comme l'écrit St-Martin, « [s]ymbole de tradition et de lien avec le passé, la monarchie, faut-il le rappeler, représente aussi la part non imputable et autoritaire des pouvoirs de l'État canadien. La monarchie, commence là où la démocratie s'arrête. Les citoyens, les parlementaires, et souvent même les tribunaux, ont peu de prise sur les pouvoirs de la Couronne. C'est

¹³ Évidemment, il en était tout autrement au Québec où le projet Libéral consistait à étouffer le nationalisme Québécois en lui opposant justement l'unifolié comme symbole d'une société ouverte dans laquelle coexistent pacifiquement une multiplicité de cultures. Encore une fois, c'est l'apparente absence de normes communes fortes qui symbolise la nouvelle société canadienne moderne et libérale. Si la construction d'un imaginaire collectif reposant sur l'éradication de croyances communes fortes jugées rétrogrades visait, bien entendu, les politiques conservatrices, elle contribuait significativement à instaurer un imaginaire de sens aux antipodes : du tout basé sur des croyances collectives étouffant complètement les libertés de penser individuelles, nous sommes passé au tout basé sur l'individu sans aucune croyances communes.

¹⁴ Jane Taber, « Harper spins a new brand of patriotism », *The Globe & Mail*, August 19, 2011.

¹⁵ Andrew Cohen, « Character as Politics », *World Literature Today*, Vol. 80, No. 3, Mai-Juin, 2006 : 16-18. Notre traduction.

grâce à ces pouvoirs que M. Harper a déjà pu fermer le Parlement de façon arbitraire et qu'il enfreint les droits d'Omar Kadhr, [alors] détenu à Guantánamo »¹⁶.

Les gestes posés en vue d'augmenter le pouvoir de l'exécutif et du bureau du Premier ministre au détriment des tribunaux participent de la même logique de rétablissement d'une hiérarchie sociale et politique à travers un imaginaire collectif qui revalorise une autorité centrale. Harper demande ainsi aux citoyens de faire confiance totale à une certaine majorité populaire représentée par les élus, tout en dégradant le pouvoir judiciaire de défendre le droit des minorités. En effet, l'adoption de la Charte en 1982, consacrait les tribunaux comme gardien de l'État de droit en judiciarisant les conflits politiques. Se produit ainsi un retour du balancier vers un pouvoir exécutif fort et souverain de ces actes. En ce sens, la criminalisation de la dissidence se comprend dans la volonté de limiter le droit (ou devoir) citoyen de participer activement à la vie politique, notamment en s'engageant dans les mouvements sociaux. Le mépris conservateurs pour les environnementalistes reflète parfaitement cet état d'esprit, en plus de défendre les intérêts économiques de l'industrie énergétique.

Pour la gauche, le projet conservateur de restaurer une image du Canada basée sur la hiérarchie sociale, les formes d'autorités traditionnelles, la monarchie, la loi et les « gloires militaires » représente une régression d'un siècle en termes de luttes sociales. Il ne faut pas sous-estimer le pouvoir politique d'un imaginaire collectif, car c'est largement à travers lui que les sujets instituent la représentation qu'ils se font de leur société et, conséquemment, de leurs propres croyances, principes et pratiques. Cette guerre symbolique entreprise par le gouvernement Harper doit être contrée en instiguant un autre imaginaire collectif qui rappelle, certes, le passé et qui fait appelle à certaines traditions. À la différence majeure que ce passé et ces traditions sont celles des mobilisations sociales à l'aune des grèves syndicales et étudiantes qui ont eu lieu tout au long du 20^e siècle et avant avec les Patriotes, de la libération de l'État et de la société de l'emprise de l'Église et des symboles monarchiques, des luttes pour l'égalité des genres, et de la défense de l'environnement. Il nous importe de prendre au sérieux ce que Gramsci appelait la « guerre de position »¹⁷, c'est-à-dire celle des idées, valeurs et croyances sur lesquels s'érigent nos institutions et se constituent des symboles nationaux d'un imaginaire collectif qui se veut source d'inspiration de la société juste pour laquelle nous nous battons.

¹⁶ Jane Taber, « Harper spins a new brand of patriotism », *The Globe & Mail*, August 19, 2011. Omar Kadhr est maintenu détenu dans une prison aux Etats-Unis.

¹⁷ Antonio Gramsci, *Dans le texte*, recueil réalisé sous la direction de François Ricci et Jean Bramant, édition électronique, Classiques des sciences sociales, 2001.
http://classiques.uqac.ca/classiques/gramsci_antonio/dans_le_texte/dans_le_texte.html, consulté le 15 septembre, 2012.